

CORPS COMMUNS DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION

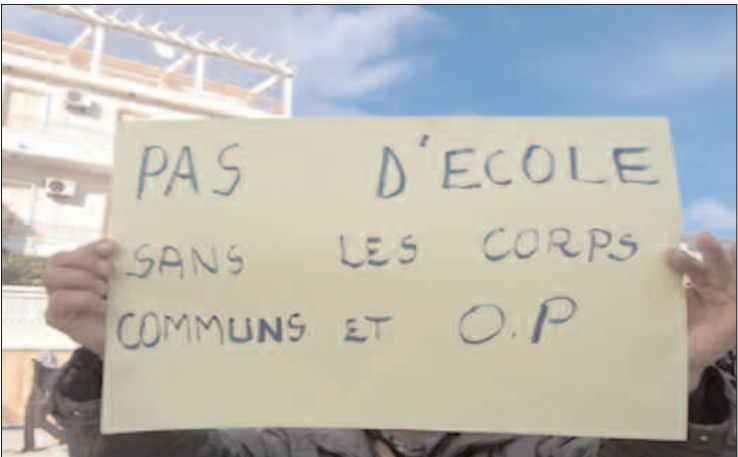
Grève de cinq jours à partir du 21 octobre

Le Syndicat national des corps communs et des ouvriers professionnels du secteur de l'éducation a opté pour la protestation en décidant d'une grève de cinq jours à compter du 21 octobre.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le syndicat a décidé d'aller vers une grève nationale suite à la tenue d'un conseil national extraordinaire les 5 et 6 octobre derniers. Les membres du syndicat dénoncent, en premier lieu, la marginalisation des corps communs du secteur de l'éducation. Ils mettent aussi l'accent sur le fait que les problèmes vécus par ce secteur concernent 130 000 fonctionnaires. Tout en se disant satisfaits de «l'apparente bonne volonté du premier responsable du secteur à prendre en charge les doléances des corps communs», les syndicalistes dénoncent «l'intervention de cadres du secteur qui donnent de fausses

informations au ministre, l'induisent en erreur et marginalisent les syndicats qui les dérangent». Mettant l'accent sur les difficultés vécues au quotidien par les professionnels du secteur, le Syndicat des corps communs précise que 100 contractuels n'ont pas perçu leurs salaires à l'ouest d'Alger depuis dix mois. Evoquant «une fuite en avant de la tutelle», les syndicalistes estiment que «les responsables du secteur ignorent les difficultés vécues par cette profession et ses conditions socioprofessionnelles. Pour les corps commun, la tutelle a ni plus ni moins fermé la porte du dialogue. De ce fait, ils prévoient aussi l'organisation d'un

sit-it devant le ministère du Travail et de la Sécurité sociale. Précisant qu'ils décideront par la suite de la date de la tenue du rassemblement. Parmi les revendications du syndicat, il y a l'incorporation de cette catégorie dans le décret exécutif 240/12 relatif au secteur de l'éducation, la révision du statut particulier et du régime indemnitaire de cette catégorie à titre rétroactif depuis l'année 2008 et le salaire de base relatif aux corps communs, aux ouvriers professionnels et aux agents d'entretien et de sécurité. Les corps communs réclament aussi la généralisation de la prime de rendement à hauteur de 40% au lieu de 30%, l'annulation de l'article 87 bis de la loi du travail de 1994 ainsi que la perception d'une prime du Grand



Les corps communs dénoncent leur marginalisation.

Photo : DR.

Sud à hauteur de 2 000 DA comme l'incorporation des employés de laboratoires. Ceci en plus de

F. -Z. B.

IMPORTATION DES VÉHICULES AMÉNAGÉS

Coup de gueule des handicapés contre les douanes

Les personnes handicapées, quelle que soit la nature du handicap, peuvent bénéficier d'avantages fiscaux liés à l'achat d'une voiture. Cependant, depuis deux ans, les Douanes algériennes ont décidé de limiter les bénéficiaires de cet avantage uniquement aux personnes ayant un handicap à la jambe gauche. Une décision «unilatérale» qui n'est pas du goût des concernés.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Selon un arrêté interministériel datant du 11 juillet 2000, toute personne atteinte, à titre civil, d'une paralysie ou ayant subi l'amputation des membres inférieurs ou titulaire du permis de conduite catégorie F quels que soient le ou les membres handicapés, peut importer un véhicule spécialement aménagé et bénéficier d'exonération des droits et taxes. Seulement, depuis près de deux ans, le ministère des Finances à travers les Douanes algériennes a mis en place de nouvelles procédures limitant les bénéficiaires de cet arrêté uniquement aux personnes ayant un handicap à la jambe gauche.

Ainsi, hormis la boîte de vitesses les services des douanes ne reconnaissent

pas les aménagements faits en Algérie et n'accordent pas d'autorisations. Les personnes handicapées qui ne rentrent pas dans cette catégorie de personnes identifiées désirant bénéficier de cette exonération (15% du prix d'importation du véhicule) doivent, désormais, importer leur véhicule aménagé de l'étranger. Le problème, souligne la Fédération algérienne des personnes handicapées (FAPH), qui dénonce ces nouvelles procédures, est que les concessionnaires automobiles «refusent les commandes émanant des citoyens handicapés et ne veulent pas importer des véhicules à boîte de vitesses automatique». Les personnes handicapées qui luttent pour leur droit à l'autonomie crient à la «discrimination» et

appellent les auteurs à revenir sur cette circulaire «injuste» qui les prive d'un moyen indispensable pour leurs déplacements. Cette mesure, disent-elles, «prive les personnes handicapées d'acquiescer un véhicule spécialement aménagé et les empêche d'accéder à leur droit à la conduite automobile pour se déplacer d'une manière autonome». La FAPH, qui a animé hier une conférence de presse, appelle à une concertation entre les représentants des per-

sonnes handicapées, les services des douanes et les concessionnaires automobiles afin de trouver une solution. Mme Mameri Atika, présidente de la Fédération, qui a indiqué que les concernés ont décidé de signer une pétition contre cette circulaire, estime que l'Algérie, qui a ratifié en mai 2012 la convention internationale relative aux droits des personnes handicapées doit remettre à jour les données en la matière. S. A.

Démantèlement d'un réseau de soutien aux terroristes à Boghni

Selon une source sécuritaire, en fin de semaine dernière, un groupe de plusieurs personnes a été appréhendé à Boghni, une quarantaine de km au sud de Tizi-Ouzou. Les personnes interpellées, ajoute la même source, s'étaient constituées en réseau destiné à fournir des informations et de la logistique aux terroristes activant encore dans le sud de la wilaya. Ces individus auraient été mêlés dans des enlèvements survenus dans cette partie de la wilaya de Tizi-Ouzou. A. M.

LETTRÉ OUVERTE À MESSIEURS LES MINISTRES DU TRAVAIL ET DE LA JUSTICE

Non à la violence misogyne ! Non au harcèlement sexuel !

Le harcèlement sexuel, en milieu professionnel, est une réalité qu'il n'est plus permis d'ignorer. Il constitue un obstacle à la promotion des travailleuses, une atteinte à la dignité des femmes et une violation des droits fondamentaux de la personne. Depuis sa promulgation en 2004, l'article 341-bis du code pénal sanctionne le harcèlement sexuel dans notre pays, fruit de longues années de luttes que nous avons menées en tant que militantes pour les droits des femmes, plusieurs procès ont permis d'incriminer des hommes qui profitent sans vergogne de leur position de pouvoir pour obtenir des femmes qui travaillent sous leur autorité des faveurs sexuelles. Le harcèlement sexuel est un acte de destruction. Il vise à soumettre l'autre à sa volonté en le réduisant au rôle d'objet sexuel, il se situe dans un rapport de domination symptôme de l'inégalité entre les sexes. Le rapport de force dans la société, sur ce sujet, a changé en faveur des femmes ; il a ainsi participé à légitimer le travail féminin, à contre-courant de la vague conservatrice. Mais l'évolution des mentalités, en faveur de la victime, ne change pas la réalité d'un patriarcat agressif ni celle d'une précarité qui continue de s'étendre. Les procédures restent pénibles, les représailles administratives accablent les victimes qui osent porter plainte, ainsi que les

témoins qui leur apportent leur aide. Dans le cadre de la prévention primaire, l'employeur doit déterminer les mesures matérielles et organisationnelles qui doivent être prises pour éliminer les situations qui peuvent engendrer de la violence ou du harcèlement. Il faudrait qu'en cas de plainte d'une salariée pour harcèlement sexuel, l'entreprise protège immédiatement la victime en l'écoulant, en diligentant une enquête interne, en soustrayant la victime à l'autorité directe de son harcelant chaque fois que c'est possible, sans la pénaliser ou l'empêcher de travailler, en rendant impossible toute forme de chantage. Les actes de violences peuvent être énumérés dans le règlement intérieur de l'entreprise et permettre de sanctionner le fauteur. Nous appelons donc à prendre de toute urgence des mesures de prévention et de protection au sein de l'entreprise. Nous demandons que le code du travail tire toutes les conséquences légales, réglementaires et procédurales de l'infraction pénale inscrite dans l'article 341-bis. Nous demandons également des dispositions qui protègent les témoins contre le risque de représailles au niveau professionnel. Le 7 octobre, journée mondiale pour le travail décent, est l'occasion de rappeler que des millions de femmes dans le monde subissent la discrimination et la

violence au travail et que notre Etat qui a su pénaliser le harcèlement sexuel est en mesure de parfaire cette disposition en protégeant victimes et témoins. • Réseau Wassila/Avife, • Association pour l'émancipation de la femme (AEF) • Femmes en communication (FEC) • Association féministe pour l'épanouissement de la personne et l'exercice de la citoyenneté (Afepec) • Femmes algériennes revendiquant leurs droits (Fard) • Tharwa Fadhma n'Soumer • Observatoire des violences faites aux femmes (Ovif) • Djazairouna • Rassemblement contre la hogra et pour les droits des algériennes (Rachda) • B'net Kahina • Association nationale femme et développement rural (ANFDR) • Association femmes algériennes pour le développement (Afad) • Association SOS femmes en détresse